

DROUET,

REPRÉSENTANT DU PEUPLE,

AU CORPS LÉGISLATIF.

CITOYENS,

Le 21 floréal, à onze heures du matin, j'ai été arrêté dans une maison, avec cinq autres personnes qui s'y trouvèrent rassemblées, dans l'intention de déjeûner ensemble.

J'ignore quels sont les motifs qui ont déterminé le ministre de la police générale à faire enlever les citoyens avec lesquels je me trouvois, sans autre dessein que celui de leur faire part d'une lettre que j'avois écrit la veille au président du Directoire exécutif, et dont je n'avois pas encore reçu la réponse, que j'attendois avec impatience, afin de savoir quel parti je devois prendre.

Mon intention étoit de consulter ces citoyens sur ce qu'il conviendroit mieux de faire pour la tranquillité publique, et en même-tems pour la réparation de l'honneur de la représentation nationale que je croyois avoir été violé en ma personne par les agens du gouvernement, le 19 du même mois à onze heures du soir.

A

Devois-je faire une dénonciation formelle au corps législatif, ou bien consigner copie de ma lettre et de mes plaintes dans les papiers publics? Telle étoit la question que je me proposois de soumettre aux citoyens Laignelot et Ricords, que j'avois connu autrefois, et avec lesquels j'avois été en relation d'amitié, auparavant ma captivité en Autriche.

Il y avoit à peine une demi-heure que nous étions arrivés; à peine avois-je fini la lecture de ma lettre, qu'une force armée considérable vint investir la maison, et on constitua en état d'arrestation les cinq citoyens, Laignelot, Ricords, Darté, et deux autres dont je ne sais pas le nom, ainsi que le propriétaire de la maison, nommé, je crois, Dufour. Le commandant de la force armée m'invita à le suivre chez le ministre de la police générale, d'où je fus conduit chez le commandant général de la force armée, et de-là à la prison de l'Abbaye, où je suis enfermé sans connoître la cause de mon arrestation, sinon que celui qui m'y a conduit, m'a dit que c'étoit par mesure de sûreté générale.

Si la tranquillité publique exige ma réclusion, j'en suis satisfait; et j'aime trop ma patrie pour me plaindre d'une chose qui peut lui être utile. Il m'importe peu comment je la serve, soit en versant mon sang pour elle, soit en gémissant dans la captivité, soit au champ d'honneur, ou bien dans le séjour de l'infamie, pourvu qu'elle soit libre et heureuse, je suis content.

On ne m'entendra point faire retentir les airs des accens de mon indignation, ni des plaintes que je pourrois former contre la légalité de mon

arrestation ; le bien et le mal sont trop indifférens à mes yeux pour que je veuille me donner la peine de me fâcher ou de me réjouir. Mais auparavant que de savoir la cause pour laquelle je suis arrêté, au moment où l'opinion publique est fixée sur moi, je veux expliquer franchement les sentimens qui m'animent, et qui ont toujours dirigé ma conduite dans tous les événemens où j'ai eu quelque part, parce qu'aucunes considérations, aucunes puissances sur la terre ne sont capables de m'empêcher de dire hautement ma pensée, et parce que la portion du peuple qui m'a nommé pour le représenter, et qui probablement me connoissoit bien, n'a pas prétendu que je doive, selon les circonstances, diminuer rien ou augmenter de l'enthousiasme pour la liberté publique qu'il m'avoit toujours vu professer imperturbablement; raison pour laquelle il m'honora de son choix et de sa confiance, en 1791, 1792, et encore au renouvellement dernier du corps législatif.

J'espère que, lorsqu'on aura examiné avec attention et sans partialité mes correspondances, mes papiers, mes discours et mes actions, le corps législatif sera convaincu que toute ma vie n'est qu'une continuité des sentimens de la plus saine philosophie et du plus ardent patriotisme.

Mais ces mots ne rendent pas bien ma pensée ; car on est aussi philosophe et patriote à Londres, Vienne, Pétersbourg et Constantinople; il n'y a de différence que dans la manière de voir les choses : je vais m'expliquer plus clairement.

Depuis l'âge de 16 ans, époque à laquelle crois avoir commencé à penser, j'avois le co

enflammé de l'enthousiasme le plus sublime pour la liberté et l'égalité politique des citoyens dans l'ordre social ; j'avois la tête remplie des principes de Rousseau, Mably, Raynal ; je brûlois de signaler mon zèle, et je n'attendois que les occasions ; on a pu voir si j'en ai laissé jamais échapper aucune.

Je ne m'amuserai pas à retracer ici tout ce que j'ai pu faire dans le court espace de ma carrière politique, il sembleroit que je voudrois appeller à mon secours la reconnoissance.

Arrière de moi une pareille idée ! Si j'ai jamais fait quelque chose de bien, c'étoit pour ma propre satisfaction et mon plaisir, je n'en demande aucun remerciement à personne ; si, par hasard, j'ai fait quelque mal, ce fut toujours par ignorance et sans dessein, parce que le vice ni l'ambition n'habitent pas dans mon cœur.

Loin de moi aussi toute idée ultrà ou infra-révolutionnaire ! Je n'entends rien à toutes ces oscillations-là ; je ne connois que les principes républicains qui garantissent au peuple ses droits et sa souveraineté.

Voilà ce que mes commettans vouloient en 1792, et c'est aussi ce que j'ai toujours voulu, parce que je n'ai pas l'insolence de substituer ma volonté à la leur.

A l'instant où je fus fait prisonnier de guerre, j'avois la satisfaction de voir réalisées dans ma patrie des idées que presque tous les écrivains avoient toujours traité de chimériques ; je voyois enfin, sur un coin de la terre, un peuple immense, libre et souverain, se dictant à lui-même les lois dont il croyoit avoir besoin pour sa sûreté.

Je le voyois encore au milieu de sa crise révolutionnaire, résistant à tous les efforts de ses voisins ambitieux, et secouer devant leur rage impuissante tous les préjugés de l'orgueil et de la superstition.

Cette idée me consoloit dans ma captivité, je m'applaudissois d'avoir contribué pour quelque chose à la régénération de mon pays; et je m'honorois d'appartenir à un peuple que je regardois comme le plus énergique de l'univers.

D'après ces principes que je viens de développer le plus clairement qu'il m'est possible, il est facile de se peindre quel a dû être mon étonnement, en arrivant sur les frontières de la république, lorsque je vis le nouvel ordre de choses qu'on venoit d'établir en France. Eh quoi! m'écriai-je, en présence de mes collègues, Quinette et Lamarc, et du général Beurnonville, ce n'étoit pas la peine de faire tant de sacrifices, de prodiguer tant de sang, pour en revenir à un systême qui me paroît avoir tant de ressemblance avec le gouvernement de nos plus cruels ennemis. Voilà une chambre-haute et une chambre-basse, il n'y manque plus qu'un roi: il faut espérer que l'Angleterre nous en donnera bientôt un de sa façon; car, à l'époque où j'ai quitté la France, il étoit fort question, parmi les royalistes et les intrigans, d'appeller le duc d'York sur le trône renversé des Bourbons.

Tel fut le premier raisonnement que je fis sur la constitutition actuelle, à Fribourg en Brisgaw, où je la lus pour la première fois. Je me croyois d'autant plus fondé dans mon raisonnement, que je voyois les Autrichiens en faire le plus grand

éloge, et que je n'ai jamais pu supporter l'idée de me trouver d'accord avec les ennemis de ma patrie.

Cependant, lorsque je fus arrivé en France, je changeai un peu de langage, en voyant que les patriotes avoient été les premiers à l'accepter, et que d'ailleurs le gouvernement paroissoit chercher tous les moyens possibles de les relever de l'état d'anéantissement où ils étoient tombés depuis le 9 thermidor an 2. J'arrivai à Paris plein d'espérance dans les bonnes intentions du gouvernement. J'ai conservé long-tems cette bonne opinion du directoire ; on peut le voir par plusieurs lettres que j'ai écrites à l'un de ses membres, où je me faisois un vrai plaisir de lui faire appercevoir tout ce qui s'opposoit à l'action des lois, et j'en ai reçu, à différentes reprises, des remerciemens.

Il est douloureux pour les amis de la patrie que la plus grande partie des agens du gouvernement ne répondent pas aux intentions ostensibles des membres du directoire. Dans la plupart des bureaux et des administrations, on y voit des petits freluquets qui, en pirouettant sur la pointe du pied, ou bien en haussant les épaules, ne prononcent le mot honorable de citoyen qu'en forme d'épigramme. Ils repoussent avec affectation ceux qui n'apportent d'autres titres de recommandation que des vertus civiques ou des blessures glorieuses.

Dans presque toute la république, on ne parle des républicains énergiques qu'avec des qualifications odieuses ; et le plus honnête homme du monde, si il s'est fortement pro-

noncé en faveur de la liberté, on le range aussi-tôt dans la classe des monstres.

Et, par un contraste révoltant, tandis qu'on persécute les apôtres de la révolution, ceux qui s'en sont toujours montré les ennemis, les égoïstes, les agioteurs, les prêtres, et même les émigrés, jouissent d'une prédilection scandaleuse.

Certes, de pareilles observations, que j'avois été à même de faire dans divers départemens et administrations publiques, n'étoient pas propres à calmer les inquiétudes que j'avois conçues sur la pente du gouvernement vers la royauté, ou du moins vers l'aristocratie. J'avois le cœur navré de douleur, ainsi que les zélés républicains; et ne pouvant opposer des efforts suffisans à la marche rétrograde de la révolution, j'avois envie de donner ma démission, et rentrer dans l'obscurité d'où j'étois sorti en 1791, plutôt que d'être le témoin actif de la décadence de la liberté publique.

Il y a déjà long-tems que j'aurois exécuté ce dessein, si ma blessure ne m'avoit pas forcé d'aller prendre les eaux; ma fortune extrêmement délabrée par ma captivité ne me permettant pas d'entreprendre ce voyage à mes frais, j'attendois qu'il fût fini pour donner ma démission. Qu'on interroge tous mes amis, qu'on lise toutes les lettres que j'ai écrites, tant à ma femme, qu'à divers citoyens, au ministre des finances et au directoire exécutif, on sera convaincu que je n'attendois qu'après le paiement de ce qui m'est dû par le gouvernement pour partir, et je devrois être en route, depuis

plus de huit jours, au lieu d'être aujourd'hui en prison ; quelle différence !

Cependant, autant que j'en peux juger par les apparences, je suis prévenu de conspiration ! ! ! Moi, conspirer ! ! ! Ah ! oui, sans doute, j'ai quelquefois conspiré, mais c'étoit contre les ennemis de la république ; mais c'étoit hautement et le fer à la main, et je ne me cachois pas à Varennes, à la côte de Biesme, ni à Maubeuge.

J'ai encore conspiré intérieurement, en faveur de ma santé et de mon repos que je voulois aller chercher dans les bras de ma famille. Que tous ceux qui m'ont vu et entendu, ou bien lu mes lettres, se lèvent et m'accusent, si je ne dis pas la vérité ; je les attends avec tout le calme d'une conscience pure.

Qu'on ne croie pas cependant, d'après ce que je viens de dire, que je prétende n'avoir jamais parlé contre le gouvernement. Au contraire, toutes les fois que j'ai cru m'appercevoir qu'il marchoit en sens invers du bonheur public, j'ai critiqué ses opérations ; je ne me suis pas contenté de parler, j'ai encore écrit. On peut voir dans mes papiers plusieurs manuscrits qui attestent la vérité de ce que je dis ; et je m'en honore, parce que je pense qu'un représentant du peuple doit toujours être alerte à défendre les intérêts, la gloire et la liberté de ses commettans.

J'ai annoncé que je dirai toutes mes pensées ; je dois satisfaire à mes engagemens, puisque je me trouve exposé aux regards du public, toujours impatient de juger un citoyen qui occupe une place éminente.

J'ai formé aussi des plans, des projets, qui probablement ne plairont pas à tout le monde, et que bien certainement la plus grande partie des hommes traiteront d'absurdités, de folies et de chimères : n'importe, puisque je l'ai conçu, puisque j'en ai parlé à plusieurs de mes intimes amis, et même assez publiquement, je dois les retracer dans cet écrit ; les voici :

Las d'entendre les plaintes des patriotes opprimés, las de les voir outragés, réduits à la misère, et conspués par ceux qui se sont gorgés des richesses de la république, j'ai cherché quelle en étoit la cause, et quel seroit le meilleur moyen qu'il conviendroit d'employer, lorsque le mal seroit arrivé à son comble, et ne laisseroit plus aux zélés républicains d'autres ressources que le désespoir.

Cherchons d'abord quelle est la cause du dépérissement de l'influence des patriotes dans l'opinion publique.

Tous les corps politiques, ainsi que les corps physiques, sont sujets à des révolutions périodiques, qu'il n'appartient à aucune prévoyance humaine d'empêcher. Ces révolutions tendent à exciter une fermentation dans les corps, qui sert à en séparer, par une sorte de sécrétion, toutes les parties hétérogènes ou surabondantes : après quoi, la machine reprend d'elle-même son équilibre ; et ce qui avoit servi à imprimer le mouvement, ne devenant plus nécessaire, reste dans l'inaction et tombe dans l'oubli.

Aux approches d'une crise révolutionnaire, tous les hommes égoïstes qui ne pensent qu'à leur jouissance, les riches qui ne songent qu'au

soin de leur fortune, les timides qui ne s'occupent que de la conservation de leur existence; tous ces hommes, dis-je, qui forment toujours la plus grande partie des gens éclairés de toutes les nations, lorsque la révolution arrive, se tiennent cois, se retirent vers le centre, et se blotissent en attendant que la tourmente soit appaisée. Au contraire, les ames fortes, les esprits impétueux, les génies transcendans, présentent le front à l'orage, s'emparent du mouvement et dirigent le timon des affaires.

Ces hommes luttant toujours au milieu des périls, leurs forces se trouvent bientôt épuisées, et plusieurs même sont mis hors de combat. Auparavant d'avoir fourni leur carrière, alors la tourbe des hommes modérés, qui s'étoient cachés pendant le fort de la crise, aussi-tôt qu'ils jugent que le vaisseau est prêt à surgir au port, sortent en foule de la nullité où ils s'étoient condamnés; et semblables à des frélons avides, ils jettent sur la ruche, pour en chasser les abeilles et se partager le gâteau.

Telle est la cause des oscillations et des réactions qui ont eu lieu depuis près de deux années; les républicains les plus énergiques ont usé la plus grande partie de leurs moyens physiques et moraux, pendant le cours de la révolution. Les hommes qui les ont toujours regardé de loin avec jalousie, et leur ont voué une haine implacable, se disposent aujourd'hui à leur disputer le terrein, pour s'en emparer exclusivement. Ceux-ci ont entre les mains tous les moyens de réussir; la richesse, le loisir, l'ambition, et sur-tout cette souplesse de caractère qui convient si bien à ceux

qui veulent supplanter les autres. Les patriotes, pour résister aux entreprises des derniers venus, n'ont plus à leur opposer que la réputation surannée de quelques vertus hors d'usage. Il ne faut donc plus s'étonner du dépérissement de l'enthousiasme patriotique, qui élevoit naguères le peuple français au-dessus de toutes les nations de l'Europe.

Cependant les patriotes existent encore en grand nombre ; le souvenir de leur gloire passée, la honte de se voir éclipsés pour ceux qui s'étoient cachés pendant la révolution ; le sentiment des maux qu'ils éprouvent, et de la misère qui les accable, sont autant de fermens de haine qui excitent dans leur ame l'indignation et le desir de la vengeance.

Toutes les mesures violentes que pourroit prendre le gouvernement, ne peuvent servir qu'à reculer, pour quelque tems, le débordement des passions comprimées. Envain empêchera-t-il les réunions de citoyens ; envain prendra-t-il à ses gages les journalistes les plus célèbres, il ne parviendra pas à rompre le sentiment qui unit tous les patriotes d'un bout de la république à l'autre : ils méditeront, toute leur vie, les moyens de ressaisir l'influence qu'ils ont perdue ; et pour un qui périra dans l'entreprise, victime de son zèle, mille autres se présenteront pour le venger.

Depuis long-tems j'ai calculé tout cela, et j'ai prévu que des torrens de sang étoient prêts à couler encore pendant trente ou quarante ans, c'est-à-dire, jusqu'à ce que la génération révolutionnaire soit éteinte. Cette idée m'a fait frémir d'horreur ! et j'ai cherché, dans mon imagina-

tion, s'il n'y auroit pas quelques moyens de détourner ce fléau de dessus ma patrie. Je n'en vois que deux, dont l'un me paroît impraticable aujourd'hui, le voici : C'est qu'il faudroit que le gouvernement ralliât autour de lui tous les patriotes qui s'en éloignent, et qu'il laissât crier tout à leur aise les aristocrates et les royalistes. Cette espèce d'hommes, qui n'est ni bien nombreuse ni bien énergique, est toujours prête à exécuter, quoiqu'en murmurant, les lois qui sont acceptées par la majorité, lorsqu'on s'y prend avec vigueur et qu'on y va de franc jeu.

Le second moyen paroîtra probablement chimérique à tout le monde. Quant à moi, je le regarde comme le seul qui puisse épargner aux patriotes l'humiliation de courber la tête sous le joug de leurs ennemis, ou bien la cruelle nécessité de tremper leurs mains dans le sang de leurs concitoyens, pour se soustraire à leur domination tyrannique. Car enfin, quoique des concitoyens ne soient pas du même avis, ils n'en sont pas moins des frères, tous enfans d'une mère commune. A ce titre, il doit répugner, à tous bons citoyens, de verser le sang d'un français : tel fut le sentiment qui m'anima, lorsque je formai dans ma tête le plan que voici :

« Lorsque l'aristocratie aura établi un peu so-
» lidement sa domination orgueilleuse ; lorsqu'il
» n'y aura plus de satisfaction et de bonheur à es-
» pérer en France pour les patriotes prononcés,
» qui ont fait la révolution, il faut qu'ils se lèvent
» simultanément ; qu'ils emportent avec eux
» leur fortune mobiliaire, des vivres, des instru-
» mens, des armes ; qu'ils emmènent aussi leurs

» femmes et leurs enfans, et qu'ils se précipitent vers les frontières de la république; qu'ils » abandonnent une patrie qui les déteste, et » qu'ils débordent en masse, comme un torrent » dévastateur, dans des contrées fertiles, occupées par des ennemis de la mère patrie.

» C'est-là où il faut qu'ils s'établissent en conquérans et en législateurs. C'est-là seulement » où ils pourront fonder véritablement le culte » de la trinité démocratique, l'*égalité*, la *liberté* et la *fraternité*. Il faut qu'ils portent » devant eux ce palladium sacré de la souveraineté du peuple; et que, présentant d'une main » ce code sacré de la raison, et de l'autre un » cimetère terrible, ils forcent les vaincus à s'abaisser devant la divinité des vainqueurs.

» Il faut qu'en quittant leur pays, ils secouent » la poussière de leurs pieds pour n'y jamais » rentrer, et qu'ils effacent jusqu'à la trace du » collier qui les enchaîna sous la puissance des » Francs. Ainsi, que le nom de Français soit » rayé à l'instant du vocabulaire de la colonne » sacrée, et que les transmigrans reprennent le » nom de nos anciens aïeux.

» C'est ainsi que je desire que les descendans » de ces fiers Gaulois, qui firent jadis trembler » la république romaine jusques dans ses murailles, courent en foule venger les droits du » peuple souverain, outragés dans la personne » de son ambassadeur assassiné, et rétabli le » culte de la liberté dans le Capitole, sur les » débris du trône de la superstition ».

Ce projet, tout chimérique qu'il peut paraître, me semble cependant devoir concilier les intérêts

de tout le monde ; les patriotes y trouvent l'occasion de se soustraire à la domination de leurs ennemis ; ils ont dans leur propre masse une garantie suffisante pour leur sûreté dans un pays étranger : le gros de la nation se voit débarrassé d'une surabondance de population turbulente qui la tourmentera long-tems, et qui nuira toujours aux desseins des aristocrates ; le peuple souverain trouve, sans qu'il lui en coûte rien, l'avantage de se voir vengé de l'outrage qui lui a été fait à Rome ; enfin la patrie voit avec satisfaction ses enfans lui éviter les torrens de larmes que leurs dissentions lui auroient arrachées.

Voilà, représentans, les projets que j'avois formés, et dont je me suis souvent entretenu avec complaisance avec quelques amis. Si je ne dis pas la vérité, qu'ils se lèvent et m'accusent, je les attends. Voilà le but de toute ma conspiration, et je peux bien dire que je suis seul conjuré.

Ce projet cependant n'est pas neuf, il est dans l'ame de tous les patriotes opprimés que j'ai vu dans différens départemens, et qui s'attendent tous à voir arriver le moment fatal où, n'ayant plus de sûreté pour eux dans la patrie, ils se verront forcés à former ce qu'ils appellent une Vendée républicaine.

J'aurois desiré pouvoir utiliser ce dessein qui me paroît bien formé, et tourner encore contre les ennemis de la patrie l'impétuosité des zélés républicains. Cette idée m'a paru sublime, et je l'ai caressée dans mon imagination avec une sorte de délire. Si c'est-là un crime, législateurs, punissez-moi, parce que je m'en sens coupable.

Mais si quelqu'un m'accuse d'avoir voulu

tremper un bras parricide dans le sang de mes concitoyens, je soutiens qu'il a menti ; que le calomniateur se présente devant moi, et je lui sauterai à l'instant au visage, pour lui arracher le masque de la perfidie dont il voudroit se couvrir.

Je finis en vous priant de lire ma lettre dans le conseil. Si le corps législatif m'accorde ma demande, je verrai qu'il est disposé à me juger sans partialité ; s'il me la refuse, j'aurai la triste satisfaction de voir que je ne me suis point trompé dans mon raisonnement, et que l'aristocratie triomphe en France. Alors, je m'écrierai : *Nunc dimittis,* parce que j'ai assez vécu, et qu'il ne me reste plus rien à regretter sur la terre.

A la prison de la ci-devant Abbaye Germain, le 25 floréal, an 4 de la république française.

DROUET,

représentant du peuple.

DE l'Imprimerie de R. VATAR et ass. rue de l'Université, No. 139 ou 926.